

Zoom sur ...

... sur le rapport sur la politique monétaire de la BCEAO

Ce rapport analyse (i) le cadre macroéconomique (croissance, inflation, finances publiques) de la zone UEMOA à fin 2018 et (ii) la politique monétaire.

❖ Sur le cadre macroéconomique

Selon le rapport, **la croissance économique a été de 6,6% en 2018**, soit le même rythme qu'en 2017. Cette bonne tenue d'ensemble de l'activité économique a été portée par tous les secteurs, avec des hausses respectives (en g.a.) de 5%, 7,4% et de 7,3% des valeurs ajoutées des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Au niveau des emplois du PIB, la demande intérieure - consommation finale (+5,3% en g.a.) et investissements (+11,9% en g.a.) - a été le principal moteur de la croissance.

Le rapport souligne que tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 4% à l'exception de la Guinée-Bissau (3,8%) qui a été pénalisée par une mauvaise performance de la production agricole. La Côte d'Ivoire demeure l'économie la plus dynamique de la zone (7,7%), devançant notamment le Sénégal (6,8%) et le Burkina Faso (6,7%).

L'indice harmonisé des prix (IHPC) a globalement progressé de 1,1% en g.a. mais de 1,4% en moyenne annuelle. L'inflation reste ainsi en-dessous du plafond communautaire de 3%. Seuls le Burkina Faso (+3,1%) et la Guinée-Bissau (4,7%) ont enregistré des hausses en g.a. supérieures à la norme de l'UEMOA.

En matière de finances publiques, le rapport note une poursuite des efforts de consolidation budgétaire. Cela a notamment permis de ramener **le déficit budgétaire global à 3,9%, contre 4,3% en 2017.** La mobilisation fiscale s'est montrée performante (+10,6% en g.a.), mais les réalisations ont été inférieures aux projections initiales. La pression fiscale reste faible à 15,7% du PIB, contre un objectif communautaire de 20% minimum.

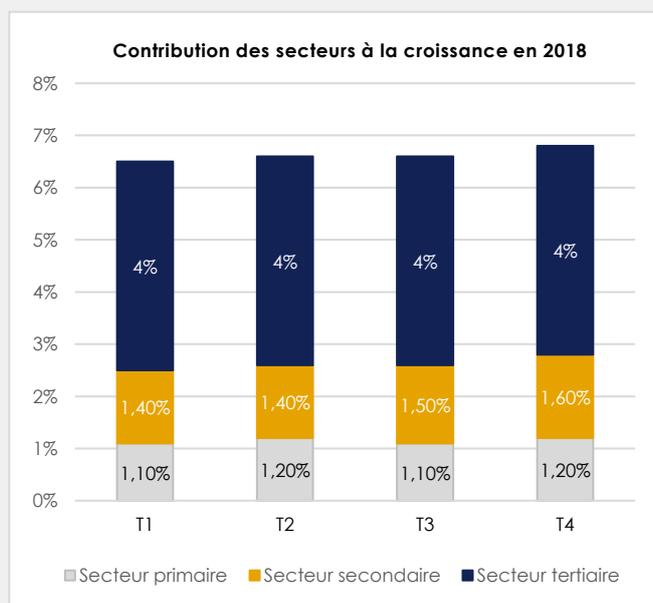
Sur le commerce extérieur, le rapport indique que les exportations consolidées ont progressé de 8,3% en g.a. (à 20,3 Mds EUR), grâce en grande partie à la Côte d'Ivoire et au Sénégal. Les importations ont quant à elles, augmenté de 4,8% (à 29 Mds EUR), tirée par la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal. **Au total, le déficit commercial s'est creusé d'environ 280 M EUR. Le rapport précise que les échanges intra-UEMOA ont progressé de 6,3% en g.a. pour s'élever à 919 M EUR, soit 16% du total des échanges de l'Union.**

❖ Sur la politique monétaire

La position structurelle de liquidité des banques (trésorerie des banques hors refinancement de la BCEAO) est demeurée déficitaire de près de 4 Mds EUR (contre 3,1 Mds EUR en 2017).

Sur le marché interbancaire, les transactions augmentent, sur fond d'une baisse (-6 pts de base (pb)) du taux d'intérêt moyen pondéré (toutes maturités confondues).

Au titre des conditions des banques, le taux débiteur moyen (hors taxes et charges) a légèrement baissé pour se situer à 6,8% (contre 7% en 2017). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées en Guinée-Bissau (-38 pb) et au Niger (-25 pb). Pour sa part, le taux créditeur est ressorti en légère hausse d'un trimestre sur l'autre au cours de l'année, pour s'établir à 5,55% au 4^{ème} trimestre 2018 (contre 5,35% en 2017).



L'établissement d'une déclaration de transit électronique désormais obligatoire pour toute opération d'import-export entre le Togo et le Niger

A compter du 1er avril 2019, pour toutes les opérations d'importation ou d'exportation de marchandises entre le Togo et le Niger, les usagers devront obligatoirement établir préalablement une déclaration de transit électronique (T1) dans le système informatique interconnecté entre les deux pays. Selon le Syndicat des commerçants importateurs, exportateurs, et grossistes du Niger (SCIEGN), cette exigence prépare l'interconnexion douanière entre le Togo et le Niger.

Ouverture des négociations sur la zone de libre-échange continentale (ZLEC) africaine

[Lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine tenu en mars 2018 à Kigali, 44 pays africains avaient signé l'accord prévoyant l'instauration d'une ZLEC.](#) Pour entrer en vigueur, le texte devait être ratifié par un minimum de 22 pays, ce qui est chose faite depuis le 2 avril avec la ratification de l'accord par la Gambie. L'accord entrera en vigueur en principe en juillet prochain à l'occasion d'un Sommet extraordinaire de l'organisation continentale prévu au Niger. A noter que certains pays, dont le Nigéria, manquent encore à l'appel. A terme, selon les projections officielles, la ZLEC devrait générer 3 000 Mds USD sur le PIB consolidé, 300 000 emplois directs et plus de 2 M d'emplois indirects. Elle permettra également de booster le commerce intra-africain à 25% à l'horizon 2023 (entre 15% et 18 % aujourd'hui). Toutefois, des négociations difficiles sur les modalités de mises en œuvre s'annoncent, notamment, sur la politique de la concurrence et les droits de propriété intellectuelle.

BENIN

Une ONG estonienne sélectionnée pour opérationnaliser le projet SmartGouv

Dans le cadre du projet SmartGouv qui prévoit la mise en place de l'administration intelligente par la dématérialisation et informatisation des systèmes d'information et services publics (gestion des ressources humaines, paie, marchés publics, état civil, santé, justice,...), le gouvernement a autorisé la contractualisation avec l'ONG estonienne eGovernance Academy qui se chargera d'assurer l'interopérabilité du système et de créer un portail national des services publics en ligne (CDM du 03/04/2019).

Négociations en cours avec un cabinet d'architecture japonais pour la maîtrise d'œuvre de projets hospitaliers publics

Le cabinet japonais Architect Endo TAKESHI, qui a assuré la maîtrise d'œuvre de la construction de l'hôpital de zone d'Allada, est entré en phase de négociations avec le gouvernement béninois pour étendre sa maîtrise d'œuvre à de nouveaux projets hospitaliers publics : (i) construction et équipement d'un hôpital de 150 lits dans la zone sanitaire Adjarrá/Avrankou/Akpro-Missérété, (ii) construction et équipement d'un hôpital de référence de 150 lits à Ouidah, (iii) extension et équipement de l'hôpital de zone d'Allada pour les spécialités de rang universitaire de réanimation, des grands brûlés et de traumatologie.

BURKINA FASO

Inauguration de la Banque agricole du Faso

Le gouvernement burkinabè a procédé à l'inauguration de la Banque agricole du Faso (BADF) à Ouagadougou le 29 mars 2019. Cette nouvelle banque comporte 94 actionnaires qui ont constitué un capital de démarrage de 14,8 Mds FCFA (21,8 M EUR), au-delà du minimum exigé par la commission bancaire. L'actionnariat est composé de 70 personnes physiques, 3 sociétés d'Etat, 8 sociétés privées et 13 organisations paysannes. Désormais quinzième banque du paysage financier de Ouagadougou, la Banque agricole du Faso aura fort à faire pour percer le marché dominé par Coris bank (19,5% de parts) de l'homme d'affaires Idrissa Nassa, suivi par la filiale burkinabè de BMCE Bank of Africa (17%) et le panafricain Ecobank (16,5%).

Un nouveau directeur général à la BICIAB, filiale de BNP Paribas

Jean-Louis Menann Kouamé, anciennement Directeur général de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI, filiale du groupe bancaire français BNP Paribas) est le nouveau Directeur général de la filiale burkinabé de BNP Paribas, la BICIA-B (Banque internationale pour le commerce, l'industrie et l'artisanat du Burkina). Yao Kouassi qui dirigeait la BICIA-B depuis octobre 2016 après avoir été Directeur général adjoint de la BICICI, devrait prendre, quant à lui, le chemin inverse, pour devenir le nouveau Directeur général de la BICICI à Abidjan.

3^{ème} Semaine des Energies et des Energies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019)

La 3^{ème} Semaine des Energies et des Energies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019) se déroulera à Ouagadougou du 4 au 6 avril 2019 sur le thème « Politiques et innovations pour une transition énergétique réussie », sous le haut patronage du Premier ministre Joseph Christophe Dabiré, la présidence du ministre de l'Énergie Dr Bachir Ismaël Ouédraogo, la co-présidence du ministre de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique, Nestor Bassière, et sous le parrainage du secrétaire exécutif de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), Lassina Zerbo.

CAP-VERT

Forum d'investissement du Cap-Vert : 560 M USD à mobiliser

Le ministre des Finances du Cap-Vert, Olavo Correia, annonce que le pays envisage de mobiliser au moins 560 M USD en juillet prochain. Ce montant permettrait de financer des projets développés par des entrepreneurs locaux. Il sera mobilisé auprès de plusieurs bailleurs de fonds et partenaires financiers qui prendront part au Forum d'investissement du Cap-Vert (CVIF), prévu du 1^{er} au 3 juillet 2019.

COTE D'IVOIRE

Baisse de la production d'or en Côte d'Ivoire

La production aurifère en Côte d'Ivoire a atteint les 24,5 t en 2018, soit une baisse de 3,7%. Cela est dû à de nombreux arrêts de travail dans la mine de Tongon dans le nord du pays du fait de revendications salariales. La production de diamant est elle aussi en chute de 22,9% en raison de l'épuisement des zones d'exploitation et du manque de recherche géologique pour détecter de nouvelles zones. Pour rappel, le chiffre d'affaires du secteur minier en Côte d'Ivoire est de 539 Mds F CFA (830 M EUR).

De bonnes perspectives pour la filière cimenterie

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME a inauguré une nouvelle unité de production de la société de cimenterie Prestige Ciment Côte d'Ivoire (PCCI) dans la zone industrielle de PK24. L'entreprise sino-ivoirienne a investi 18 Mds FCFA (28 M EUR) dans la création de cette unité qui devrait permettre une production annuelle de 1,2 M de t ainsi que la création de 160 emplois directs et 300 emplois indirects pour un chiffre d'affaires de 40 Mds F CFA (62 M EUR). Parallèlement, DANGOTE CEMENT, une entreprise de l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote – première fortune d'Afrique –, annonce un investissement de 150 Mds FCFA (près de 230 M EUR) dans le pays dans la construction d'une usine de fabrication de ciment dans le pays et l'acquisition de moyens logistiques, qui générera 800 emplois directs.

Campagne intermédiaire du cacao : le prix bord champ fixé à 750 F CFA/kg (1,14 EUR/kg)

[Le directeur général du Conseil du Café-Cacao \(CCC\), Yves Ibrahima Koné, vient d'annoncer que le prix bord champ du cacao a été maintenu à 750 F CFA/KG \(1,14 EUR/KG\) pour la campagne intermédiaire 2019 \(1er avril à fin septembre\).](#) Afin de compenser le manque à gagner des producteurs dû à la baisse des cours sur le marché international, l'État consent une subvention de 38 Mds de F CFA (57,93 M EUR). Le directeur du CCC a d'ailleurs invité l'ensemble des opérateurs au respect scrupuleux de ce prix et des règles de commercialisation. Selon le CCC, cette spéculation représente 40% des recettes d'exportation, soit 10% du PIB du pays. Pour rappel, la Côte

d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial de cacao avec plus de 1,7 M de t, soit 40% de l'offre mondiale.

Nouvelle augmentation des prix du carburant à la pompe

[Les prix du carburant super sans plomb et gasoil moteur connaissent une légère augmentation pour la période allant du 1^{er} au 30 avril 2019.](#) Selon une note de la direction générale des hydrocarbures, le carburant super sans plomb passe de 610 FCFA (0,93 EUR) à 620 FCFA (0,95 EUR), soit une augmentation de 10 FCFA (0,02 EUR). Le prix du gasoil moteur passe de 610 FCFA (0,93 EUR) à 615 FCFA (0,94 EUR) le litre, soit une augmentation de 5 FCFA (0,01 EUR). Quant aux gaz butane, les prix restent inchangés.

Renforcement de la coopération économique avec la Belgique

[Une délégation d'hommes d'affaires belges conduite par l'ambassadeur de la Belgique en Côte d'Ivoire, Hugues Chantry, séjourne à Abidjan dans le cadre du renforcement des relations bilatérales économiques entre la Côte d'Ivoire et la Belgique.](#) Elle a rencontré lundi la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCICI). Cette visite marque l'importance que la Belgique accorde à sa relation économique avec la Côte d'Ivoire. Selon les données de l'International Trade Centre (ITC), les exportations de la Côte d'Ivoire vers la Belgique sont estimées à environ 615 M EUR au cours de l'année 2017 quand les importations de la Côte d'Ivoire sont évaluées à environ 351 M EUR sur la même période. La Belgique était le 5^{ème} principal client de la Côte d'Ivoire avec 6,2% des exportations du pays en 2017, et également, 5^{ème} principal fournisseur du pays avec une part de marché de 4,6% des importations du pays.

Le droit unique de sortie (DUS) de noix de cajou à l'exportation baisse de 10% à 7%

[A l'issue du Conseil des ministres, du 3 avril 2019, le porte-parole du gouvernement, Sidi Tiémoko Touré, a annoncé qu'en raison de la baisse des cours internationaux, le gouvernement a baissé le taux du DUS sur les exportations de noix de cajou de 10% à 7%.](#) Il a souligné que le taux a été revu à la baisse après observation de la baisse des cours à l'international : 1157 EUR la tonne en 2019 contre 1512 EUR la tonne en 2018. Selon le FAO, la Côte d'Ivoire était en 2017 le 3^{ème} producteur mondial de noix de cajou et le 1^{er} en Afrique, avec une production de 711 000 t. Pour 2019, le gouvernement prévoit une production de 800 000 t contre 761 000 en 2018.

GAMBIE

La Banque mondiale, l'Union européenne et la BEI allouent 164 M EUR au secteur des énergies renouvelables

Le programme de développement des énergies renouvelables du gouvernement gambien obtient ses premiers financements auprès des bailleurs internationaux, que sont la Banque mondiale, l'Union européenne (UE) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le soutien de la Banque mondiale (58 M EUR) s'inscrit dans le cadre de son programme « Accord de projet d'accès régional à l'électricité de la CEDEAO dont l'objectif est de fournir de l'énergie à 152 000 ménages, soit 1,1 M de personnes en Gambie, au Mali et en Guinée Bissau. L'UE financera le programme d'énergie renouvelable à hauteur de 106 M EUR, incluant 65 M EUR de prêt concessionnel sur 25 ans de la BEI et d'une subvention de 41 M EUR du budget de l'UE.

GUINEE

Soutien conjoint de la Banque mondiale et l'AFD au secteur électrique

La Banque mondiale et l'AFD ont signé le 1^{er} avril 2019, une convention de financement en soutien au secteur électrique guinéen. Cette convention prévoit un financement de la Banque mondiale à hauteur de 50 M USD (sur ressources IDA) et de 50 M EUR de la part de l'AFD (sous forme d'un prêt rétrocédé à l'entreprise Electricité de Guinée et à l'Agence guinéenne d'Electrification Rurale). Ce financement permettra également d'apporter des solutions d'électrification hors réseau à une dizaine de localités rurales isolées. Pour rappel, en 2017, le taux d'accès à l'électricité en Guinée était de 29%, ramené à 18% en déduisant les fraudes.

2^{ème} édition des rencontres d'affaires

Du 1^{er} au 4 avril, s'est tenue la 2^{ème} édition des rencontres d'affaires à Conakry. Durant quatre jours, les chefs d'entreprises françaises ont pu échanger avec des entrepreneurs guinéens sur les opportunités d'investissement dans le pays. Dans son discours d'ouverture, l'Ambassadeur de France en Guinée a indiqué que le climat des affaires dans le pays s'est nettement amélioré ces cinq dernières années. Le ministre des Finances guinéen a rappelé les efforts mis en œuvre par le gouvernement pour renforcer le cadre institutionnel du pays, en évoquant notamment la mise en place d'un ministère des Investissements et des partenariats publics privés.

Lancement des travaux de construction du chemin de fer du Consortium SMB - Winning

Ces travaux ont été lancés sous le haut patronage du Président Alpha Condé le 29 mars 2019 à Kolaboui dans la préfecture de Boké. Cette voie ferrée multiutilisateur long de 135 km va relier le terminal de Dapilon du port de Boké et les gisements de bauxite situés à Santou et Houda dans la préfecture de Téliélé. Ce chemin de fer est un BOT d'une durée de 33 ans pour un coût total de 1,2 Md USD et sa réalisation nécessitera la construction de 23 ponts et 3 tunnels. Le consortium SBM-Winning s'est également engagé à réaliser sur le long du corridor de la voie ferrée, un projet agricole sur 60 000 ha pour un investissement de 10 M USD. Le Président guinéen a saisi cette occasion pour féliciter le consortium pour toutes les réalisations effectuées en Guinée avant d'expliquer qu'outre le transport de bauxite, ce chemin de fer facilitera le transport des personnes et des marchandises. A noter qu'avec une production annuelle de 60 M de t de bauxite, la Guinée est le 3^{ème} producteur mondial derrière l'Australie et la Chine. La Guinée dispose de la première réserve mondiale de bauxite, estimée à 25 milliards de tonnes, soit la moitié des réserves mondiales.

MAURITANIE

La compagnie aérienne MAIL renforce sa flotte aérienne.

La compagnie aérienne mauritanienne MAIL, vient de réceptionner son premier avion sur les deux appareils Embraer 175, commandés auprès de la société brésilienne Embraer. Le nouvel appareil est d'une capacité de 76 places dont 12 de première classe. A noter, que l'achat des deux appareils avait coûté à la Mauritanie 93,8 M USD.

Appui budgétaire de 25 M EUR de l'Union européenne à la Mauritanie

[Une convention de financement d'un montant de 25 M EUR \(1,03 Md MRU\) a été signée entre l'Union européenne et le gouvernement mauritanien](#) pour un appui budgétaire à la Mauritanie. Cet appui vise à accroître les capacités du gouvernement mauritanien pour mettre en œuvre sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et soutenir particulièrement le maintien de la sécurité et la gestion de la migration irrégulière. L'accord comprend une aide budgétaire d'un montant de 20 M EUR sur 2019-2020 et un appui complémentaire de 5 M EUR.

Hausse des échanges extérieurs au cours du quatrième trimestre 2018.

Au cours du quatrième trimestre 2018, les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde sont évalués à 45,3 M MRU (1,1 M EUR), enregistrant une hausse de 4,7% par rapport au trimestre précédent et une progression de 20,1% en glissement annuel. Cette hausse trimestrielle est liée à la fois aux importations (+6,1%) et aux exportations (+3,1%). Les importations sont majoritairement composées de produits pétroliers (38%), de denrées alimentaires (16,5%) et de matériaux de construction (14%). Quant aux exportations, elles sont concentrées autour de quelques postes : poisson (31%), fer (27%), or (19%) et cuivre (14%). Au terme de ce trimestre, l'Europe reste le premier fournisseur de la Mauritanie, avec une part de marché de 49%. Par pays, les principaux fournisseurs sont l'Espagne (14%), la Chine (12%), la Belgique (13,2%), les Pays-Bas (5,2%) et la France (4,9%).

PROPARCO réalise sa première opération de soutien au secteur financier au Niger avec la signature d'une ligne de crédit de 10 M EUR

PROPARCO, filiale de l'Agence française de développement (AFD) pour les financements au secteur privé, vient d'accorder à la Société Nigérienne de Banque (SONIBANK) une ligne de refinancement d'un montant de 10 M EUR pour soutenir les PME/PMI au Niger. Cette ligne de crédit permettra à la SONIBANK, première banque commerciale du pays avec plus de 20% des emplois et des ressources du marché bancaire, de répondre à la demande de financement des entreprises dans de nombreux secteurs du tissu économique nigérien tels que l'agro-alimentaire, l'aviculture, l'immobilier, la construction, les transports, le commerce, l'éducation et la santé. PROPARCO réalise ainsi sa toute première opération de soutien au secteur financier nigérien. Ce financement est un signal fort de l'engagement de PROPARCO à consacrer 1 Md EUR au soutien du secteur privé dans les pays en voie de développement entre 2017 et 2020, et s'inscrit dans le cadre des interventions de l'AFD dans les pays du Sahel.

Elections présidentielles 2021 : Mohamed Bazoum officiellement investi candidat du parti au pouvoir

Actuel ministre de l'Intérieur et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya), Mohamed Bazoum a été investi le 31 mars, lors du congrès extraordinaire de cette formation politique au pouvoir, comme candidat officiel aux élections présidentielles de 2021 pour tenter de succéder à Issoufou Mahamadou, chef de l'Etat en exercice. Ce choix avait déjà été entériné, le 10 février, à l'unanimité des voix par les membres du PNDS Tarayya, lors d'une réunion du Comité exécutif national (CEN).

SENEGAL

Coopération avec le Luxembourg : un nouveau programme de 65 M EUR

Le 29 mars, a eu lieu la première réunion du comité de pilotage du programme de coopération entre le Sénégal et le Luxembourg, consacrée au lancement de la coopération entre les deux pays sur les quatre prochaines années. L'enveloppe budgétaire allouée au programme s'élève à 65 M EUR, répartis à parts égales entre les secteurs de la santé, la protection sociale, la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes. Une attention particulière sera accordée aux questions du genre, de l'environnement, de la territorialisation des politiques publiques, des réformes liées à la modernisation de l'Administration publique de l'Etat et du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. Outre ces actions prioritaires, le programme prévoit la mise en place d'un pôle de formation professionnelle de référence dans la zone péri-urbaine de Dakar axé sur les NTIC.

L'initiative Choose Africa : 2,5 Mds EUR pour les PME africaines

Le programme français Choose Africa, dont l'ambition est de contribuer à accélérer le développement des TPE, PME et start-up africaines, a été officiellement lancé le 29 mars à Dakar, en présence du ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, et de son homologue sénégalais, le ministre Amadou Ba. Le programme est financé à hauteur de 1 640 Mds FCFA (2,5 Mds EUR) par la France, pour accompagner plus de 10 000 start-up et petites et moyennes entreprises africaines d'ici 2022.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
Macroéconomie														
PIB (MdsUSD)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (USD)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque